



En 2040, plus de 50 % des voitures vendues dans le monde seront à propulsion électrique. Ces projections à long terme sont pertinentes du fait des caractéristiques de la problématique climatique. Mais 10 % environ de la population mondiale actuelle ne verra pas cette échéance. De quoi encourager encore vivement une accélération du processus de décarbonisation. De plus, des enjeux nouveaux apparaissent, comme la localisation des ressources stratégiques (main-d'œuvre, eau, cobalt...) et le niveau de démocratie des pays d'accueil ou l'utilisation de nouvelles technologies (technologies à usage dual – civil et militaire – par exemple). Cette perspective complique un peu plus la mise en œuvre de solutions efficaces.

CONTEXTES

Climat, Union européenne

L'Union européenne prête à faire mieux pour combattre le dérèglement climatique ?

Le 20 juin, lors de l'ouverture de la deuxième conférence ministérielle sur l'Action pour le climat (MoCA), le commissaire européen à l'Action pour le climat et l'Energie, Miguel Arias Cañete, a déclaré que l'Union européenne était en mesure de **porter son objectif de réduction des gaz à effet de serre à plus de 45 % d'ici à 2030** (contre 40 % actuellement prévu). Cet objectif pourrait être atteint grâce à des cibles plus ambitieuses dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Pour autant, le pari n'est pas gagné. Le journal *Der Spiegel* a ainsi révélé récemment le contenu d'un projet de rapport du gouvernement allemand, selon lequel le pays ne parviendrait sans doute à réduire ses émissions de GES que de 32 % d'ici à 2020 par rapport à 1990 (au lieu des 40 % prévus initialement). De son côté, le Réseau action climat européen (Climate Action Network Europe – CAN) a publié, le 18 juin, un [document](#) visant à stimuler les pays de l'Union dans leur lutte contre les changements climatiques. Dans ce rapport, **le CAN compare et classe les ambitions et les progrès réalisés par les pays membres**. La France fait partie des bons élèves avec la Suède, les Pays-Bas, le Portugal et le Luxembourg. L'organisation pointe cependant un retard conséquent du pays dans la mise en œuvre de ses objectifs pour 2020, mais aussi un manque de résultats dans les secteurs des transports, de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Climat, Royaume-Uni, finance

Un levier pour les fonds de pension britanniques pour combattre les effets climatiques

Du fait des perspectives que les placements affectés aux différents régimes de retraite offrent sur le long terme, ils peuvent être considérés comme particulièrement pertinents pour la prise en compte des critères liés au développement durable. **Toutefois, ils se heurtent encore souvent aux obligations fiduciaires des administrateurs**. C'est le cas pour les fonds de pension au Royaume-Uni, pour lesquels la réglementation progresse lentement ([voir IE](#)). Le 18 juin, le département du Travail et des Retraites du gouvernement britannique a proposé pour consultation un nouveau [projet de règlement](#) sur ces obligations. En réaffirmant que les mandataires peuvent (et même devraient) tenir compte des risques issus d'informations extra-financières, ce projet devrait, selon les organisations spécialisées, **offrir plus de liberté aux fonds de pension pour se retirer des « placements fossiles »** s'ils estiment que ces derniers peuvent déboucher sur des « actifs échoués » et leur permettre d'orienter plus facilement leurs actifs vers des « investissements verts ». Le document précise néanmoins que le mandataire doit exclusivement se concentrer, dans son

approche, sur les risques matériels et les opportunités, et que ces propositions « *ne sont pas destinées à offrir un quelconque support aux groupes activistes pour boycotter ou désinvestir de certains actifs. [...]* Les administrateurs gardent la priorité dans les décisions d'investissement ».

Climat, Bénin

La République du Bénin se dote d'une loi pour lutter contre le changement climatique

Le Bénin a adopté, le 18 juin, une proposition de loi relative à l'environnement, et plus particulièrement au climat, soutenue par sept députés et constituée de 98 articles. Cette loi a pour objectif **de prévenir et gérer les conséquences des changements climatiques dont le peuple béninois pourrait être victime** à court, moyen et long termes. Elle vise notamment à contraindre l'Etat à soumettre chaque politique, stratégie, programme ou projet présentant un risque pour l'environnement à une étude d'impact environnemental et social. A titre d'exemple, le développement des filières d'agrocarburants ne devra pas mettre en péril l'accès équitable des populations aux terres agricoles, la sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement. Un décret devra préciser les modalités de la loi. Par ailleurs, l'Etat devra prendre des dispositions pour que des audits périodiques soient rendus obligatoires pour tous les secteurs consommateurs d'énergie.

Santé. En dépit de l'opposition des éditeurs et développeurs de jeux vidéo ([voir IE](#)), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a intégré le « trouble du jeu vidéo » (« *gaming disorder* ») dans la 11^e révision de la Classification internationale des maladies ([CIM-11](#)) publiée le 18 juin.

Influence, Etats-Unis

Sous la pression des entreprises, Seattle renonce à sa taxe pour financer des logements sociaux

Le 14 mai dernier, le conseil municipal de la ville de Seattle (Etats-Unis) avait voté l'instauration d'une nouvelle taxe visant les grandes entreprises ayant un siège dans la ville. Cette taxe consistait, pour les entreprises réalisant plus de 20 millions de dollars de chiffre d'affaires, en un prélèvement de 26 cents environ par heure travaillée localement ([IE n° 280](#)). Avec des recettes supplémentaires estimées à plus de 45 millions de dollars, **la mesure entendait financer des programmes immobiliers abordables pour les sans-abri et les ménages modestes**, afin de faire face à l'envolée des prix des logements, mais aussi leur offrir différents services d'aide. Le projet a toutefois fait l'objet d'une forte opposition de la part des sociétés concernées, et notamment d'Amazon qui a menacé d'abandonner ses plans d'installation d'un nouveau bureau à Seattle. Les entreprises avaient également lancé une pétition afin d'organiser un référendum en novembre pour amender cette nouvelle mesure. Aussi, avec sept voix contre deux, le conseil municipal a-t-il voté en faveur de l'abrogation de la taxe contestée.

OUTILS, ANALYSES

Climat, automobile

Les projections à vingt ans de vente de véhicules électriques toujours optimistes

Bloomberg New Energy Finance (BNEF) a publié de nouvelles [prévisions](#) sur l'évolution du marché mondial des véhicules électriques. Selon l'agence, les ventes devraient passer de 1,1 million en 2017 à 11 millions en 2025, 30 millions en 2030 et **60 millions en 2040. A cette date, ces véhicules pourraient représenter 55 % des ventes totales de voitures neuves et 33 % du parc mondial.** Cette forte progression entraînera une nette augmentation de la demande de certains matériaux nécessaires à la fabrication des batteries. Actuellement, BNEF estime que la capacité de production des batteries lithium-ion se situe à 131 GW.h environ par an au plan mondial. Sur la base des usines actuellement en construction (ou prévues), elle devrait atteindre 400 GW.h en 2021. A l'horizon 2030, les besoins devaient avoisiner 1 500 GW.h.

Parmi les minerais les plus critiques, BNEF cite évidemment **le cobalt, pour lequel on pourrait connaître des difficultés d’approvisionnement d’ici cinq à sept ans** en dépit des progrès réalisés pour réduire les quantités nécessaires à la fabrication des batteries. Outre que cette pression sur la demande pose de graves problèmes sur le plan des droits sociaux dans les mines ([voir IE](#)), elle place la République démocratique du Congo, un pays souffrant d’un grave déficit en matière de démocratie et de respect des droits humains, en position de force sur le plan international. Malgré la forte opposition des compagnies minières, le président de la RDC a du reste récemment validé la réforme du code minier, qui prévoit, entre autres, une importante augmentation des taxes sur les minerais qualifiés de stratégiques, dont le cobalt.

Ressources, Inde

Selon un rapport, l’Inde traverse la pire crise hydrique de son histoire

En Inde, les contestations populaires, voire les scènes de violence résultant de conflits dus à l’utilisation de l’eau, ne sont pas rares. Ces différends touchent aussi les entreprises, l’un des plus notoires étant celui qui oppose depuis de nombreuses années la société civile indienne à Coca-Cola. Le 14 juin, NITI Aayog (National Institution for Transforming India), un *think tank* constitué en 2015 par le gouvernement, a publié un **rapport alarmiste sur la situation hydrique dans le pays** ([Composite Water Management Index – CWMI](#)). Selon ce rapport, l’Inde traverse la pire crise due à l’eau de son histoire : « *Actuellement, 600 millions d’Indiens font face à un stress hydrique élevé ou extrême et 200 000 d’entre eux environ meurent chaque année en raison d’un accès inadéquat à l’eau potable.* » Le document souligne également que vingt et une grandes villes pourraient manquer d’eau souterraine d’ici à 2020, affectant quelque 100 millions de personnes, et il estime que **d’ici à 2030, la demande pourrait être deux fois supérieure à l’offre disponible**. Cette situation très préoccupante menace également la sécurité alimentaire puisque 80 % de l’eau est utilisée dans l’agriculture. Sur ce registre, le World Resources Institute (WRI) a également attiré l’attention, en janvier dernier, sur la dépendance des centrales thermiques indiennes à l’eau et sur les risques énergétiques et économiques qui lui sont liés ([IE n° 273](#)).

Droits et libertés. Selon le dernier [rapport](#) de l’Agence des Nations unies pour les réfugiés, le nombre de personnes déplacées contre leur gré a augmenté de 2,9 millions en 2017. Leur nombre atteint désormais 68,5 millions.

ENGAGEMENT

Climat, Royaume-Uni, finance

Menace sur les mandats des présidents des sociétés dont les politiques climatiques sont insuffisantes

Legal & General Investment Management (LGIM), la société de gestion de l’assureur britannique Legal & General, a étudié les politiques climatiques de 84 grandes sociétés mondiales et entretenu avec elles une intense action d’engagement pendant un an. A l’issue de cette campagne, **LGIM a identifié 8 sociétés** qu’elle considère comme ne fournissant pas suffisamment d’efforts pour se préparer à une économie « bas carbone ». Les sociétés visées sont : China Construction Bank (Chine), Dominion Energy (Etats-Unis), Japan Post Holding (Japon), Occidental Petroleum (Etats-Unis), Rosneft Oil (Russie), Subaru (Japon), Loblaw Companies (Canada), Sysco Corp (Etats-Unis). En conséquence, LGIM a déclaré, le 11 juin dernier, qu’elle vendrait les actions détenues par sa gamme de fonds indiciels Future World Funds (FWF). Mais surtout, **elle a annoncé qu’elle avait voté contre le renouvellement du mandat des présidents des conseils de ces entreprises**. Cette mesure pourrait s’avérer plus efficace que la simple cession d’actions. Du reste, LGIM, qui revendique 1 000 milliards de livres d’actifs sous gestion, conservera ses investissements dans ces sociétés à travers ses autres fonds et poursuivra son action d’engagement tout en relevant son niveau d’exigence à l’égard des entreprises.

Pollution, Etats-Unis, finance

Des investisseurs se réunissent pour interpeller les entreprises sur les déchets plastiques

Deux jeunes de la marine marchande ont développé une belle [initiative](#) pour sensibiliser les populations à la nécessité de recycler les déchets en plastique. Grâce à un catamaran propulsé avec ces déchets, ils prendront la mer en 2020 et feront escale sur trente-trois côtes des pays du Sud afin de sensibiliser les populations et de partager avec elles la technologie qu'ils ont mise au point pour le recyclage des déchets. Cela prouve une fois encore que la pollution générée par les matières plastiques mobilise de plus en plus les bonnes volontés ([voir IE](#) pour en savoir plus sur cette question). **Désormais, c'est aussi la communauté financière qui s'implique.** L'organisation américaine As You Sow a ainsi annoncé, le 14 juin, le lancement d'une plateforme d'engagement, baptisée Plastic Solutions Investor Alliance.

L'objectif de cette plate-forme est clair : animer une alliance internationale d'investisseurs pour **engager un dialogue avec les sociétés de biens de consommation cotées en Bourse sur les menaces induites par les déchets en plastique.** Pour l'heure, la coalition réunit vingt-cinq investisseurs représentant 1 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Dans un premier temps, elle va se concentrer sur les emballages. Ceux-ci constituent 25 % des matières plastiques, ce qui en fait l'une des plus importantes catégories de matériaux à usage unique libérés dans la nature et, en conséquence, celle dont l'impact négatif est le plus manifeste. As You Sow souligne également que plus de 1 000 ONG mondiales se sont regroupées pour former un grand mouvement, nommé [Break Free From Plastic](#), et attire l'attention sur les risques de réputation que l'absence de prise en considération de cette problématique comporte pour les sociétés.

L'alliance va tout d'abord mener une action ferme auprès de quatre entreprises (Nestlé, PepsiCo, Procter & Gamble, Unilever) et les inviter à **accélérer leurs initiatives sur plusieurs thèmes** : engagement dans une transition vers des emballages en plastique recyclables, réutilisables ou compostables, communication des quantités d'emballages en plastique utilisées, fixation d'objectifs de réduction, développement de solutions alternatives, implication dans la collecte des matériaux et le financement des dispositifs de collecte, appui des politiques publiques dans ce domaine, accélération de la recherche pour trouver des solutions.

Droits et libertés, Etats-Unis, distribution

Des actionnaires d'Amazon contre le développement de la surveillance arbitraire

Le développement spectaculaire des technologies de l'information élargit encore le champ de la RSE couvrant les risques d'atteinte aux droits et libertés individuelles et collectives. Certes l'évolution de ces technologies comporte des avantages, y compris en matière de développement. Mais **en raison de l'accroissement des possibilités de surveillance qu'elles offrent, cette évolution peut aussi conduire à des violations**, et ce dans un nombre de secteurs d'activité de plus en plus important. Récemment, des salariés de Google ont exprimé leur indignation à propos d'un contrat conclu entre leur société et le Pentagone visant à développer un projet militaire permettant d'interpréter des images collectées par des drones ([IE n° 282](#)).

Cette fois, ce sont dix-neuf institutions actionnaires d'Amazon **qui demandent à cette société de renoncer à vendre son système de reconnaissance faciale Rekognition** au gouvernement américain. Si le discours officiel des promoteurs de ce dispositif consiste à souligner les possibilités offertes aux autorités pour localiser des malfaiteurs, les actionnaires reprennent les arguments d'une quarantaine d'associations de défense des droits et libertés, conduites par l'association American Civil Liberties Union (ACLU), et soulignent que cette technologie « *pourrait être utilisée pour cibler et surveiller de manière injuste et disproportionnée des personnes de couleur, des migrants et des organisations de la société civile* », et ce d'autant plus qu'Amazon a, de son côté, précisé que le système pouvait être utilisé préventivement pour

identifier les « *personnes présentant un intérêt* ». Par ailleurs, cet outil pourrait servir à intimider les défenseurs de la démocratie dans certains pays et renforcer le cercle de la répression.

ENTREPRISES

Biodiversité, Maroc, pêche

Un projet marocain de drone intelligent pour traquer la pêche illégale

Le 10 décembre 2017, une [photographie](#) d'un astronaute de la station spatiale internationale avait montré plusieurs impressionnantes bandes de lumière verte au large des côtes thaïlandaises. Il s'agissait des « appâts » lumineux utilisés par les bateaux de pêche pour attirer les calamars vers la surface. Cette image illustre l'ampleur prise par la pêche dans ces eaux (et ailleurs). **Cette pression sur les stocks halieutiques est renforcée par la pêche illégale.** Le 8 juin 2018, la National Geographic Society a récompensé un projet conçu par la société marocaine ATLAN Space. Le projet primé vise à aider les autorités à traquer les bateaux de pêche illégaux grâce à des drones équipés de caméras capables de parcourir jusqu'à 700 km en mer et de détecter les embarcations grâce à l'intelligence artificielle. La technologie embarquée permet de contrôler le numéro d'identification des navires, de vérifier s'ils sont connus des autorités, de compter le nombre de personnes à bord, d'établir s'ils pêchent dans une zone protégée ou non et, le cas échéant, d'alerter les autorités en cas de détection d'une anomalie.

Pollution, justice. Les conséquences financières de l'affaire du Dieseltgate ont surtout affecté le groupe Volkswagen aux Etats-Unis. Jusqu'ici, à l'exception de quelques récriminations sans suite pour l'instant ([voir IE](#)) et d'une amende de 5,5 millions d'euros en Italie pour avoir trompé les consommateurs, l'Europe avait épargné le groupe allemand. La situation a un peu évolué récemment puisque, le 13 juin, Volkswagen a indiqué que la justice allemande lui demandait de payer une amende de 1 milliard d'euros en raison « des manquements au devoir de vigilance » mis en évidence. Le constructeur a indiqué qu'il ne déposerait pas de recours.

Pollution, chimie, automobile

Volvo montre la voie pour réduire la production de plastique dans l'automobile

Le 5 juillet 2017, le constructeur automobile suédois Volvo (détenu par le groupe chinois Zhejiang Geely Holding Group) avait annoncé qu'à partir de 2019, tous ses nouveaux modèles seraient à propulsion électrique ([IE n° 262](#)). Le 18 juin dernier, le groupe a fait un pas supplémentaire en direction d'une économie de transition en déclarant que **tous ses modèles intégreraient au moins 25 % de plastique recyclé à partir de 2025.** Cette annonce est particulièrement bienvenue puisque la pollution aux matières plastiques devient une préoccupation mondiale. Mais Volvo souligne aussi la nécessité pour ses fournisseurs et autres partenaires d'investir dans les plastiques recyclés.

Un appel qui peut s'adresser à l'industrie plastique. Lors de son rendez-vous annuel présentant la situation de la filière plastique, le 19 juin dernier, l'association professionnelle PlasticsEurope a souligné la bonne santé du secteur, qui a montré une croissance de 3,9 % au plan mondial en 2017 (4 % en 2016). La consommation a surtout été tirée par l'automobile et les équipements électriques et électroniques. En France, l'automobile est le troisième secteur consommateur de plastique (10 %), après l'emballage (45,5 %) et la construction (18,7 %). Mais lors de sa présentation, Hervé Millet, le directeur des affaires techniques et réglementaires de l'association, a également fait part des inquiétudes de la filière à l'égard de la montée des réglementations (et des initiatives) pour limiter l'usage du plastique et la mauvaise image de ce matériau dans l'opinion publique, selon lui largement basée sur des idées fausses et des amalgames.

Cela étant, le recyclage dans ce secteur reste encore hautement perfectible, en particulier dans l'automobile, comme le soulignait PlasticsEurope elle-même en janvier 2018 ([IE n° 272](#)). Selon l'organisation, cette mauvaise performance proviendrait surtout d'une sensibilisation insuffisante des consommateurs à modifier leurs comportements et d'une piètre gestion des filières de recyclage. Si la responsabilité est partagée, elle ne signifie pas absence de responsabilité ou attentisme. Elle devrait, au contraire, susciter davantage d'initiatives visant à essaimer les circuits de recyclage.

Santé, Etats-Unis, restauration

Pizza Hut s'engage à éliminer de ses plats les poulets élevés avec certains antibiotiques

La surconsommation des antibiotiques dans le monde, en particulier dans l'élevage, préoccupe de plus en plus les autorités sanitaires et certains de ses effets, comme l'antibiorésistance, font l'objet d'alertes de plus en plus pressantes de la part de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En 2014, une étude britannique estimait que **la résistance antimicrobienne pourrait devenir la principale cause de mortalité dans le monde** ([IE n° 244](#)). De fait, une partie de la communauté financière se mobilise de plus en plus pour demander aux secteurs concernés d'adopter des mesures pour contrer cette grave menace ([voir IE](#)). Les chaînes de restauration rapide font partie des cibles des investisseurs financiers. Le 19 juin, Pizza Hut, une filiale du groupe américain Yum!, a déclaré dans un communiqué qu'elle s'engageait à éliminer de ses restaurants américains, d'ici à 2022, tous **les poulets élevés avec des antibiotiques considérés par l'OMS comme importants pour la santé humaine**. D'autres enseignes ont déjà pris des décisions allant dans le même sens, comme KFC (qui fait également partie du groupe Yum!) ou McDonald's. Mais ces marques sont encore loin d'être majoritaires et peinent à étendre leurs engagements à l'extérieur des Etats-Unis et aux autres produits d'origine animale.

Santé. Les autorités sanitaires russes ont annoncé, le 21 juin, qu'elles envisageaient de faire interdire les produits de l'usine Danone de Rosselkhoznadzor dans les pays de l'Union économique eurasiatique au motif que des traces d'antibiotiques (tétracycline) avaient été décelées dans des échantillons de lait cru. D'autres griefs ont été adressés à la filiale de l'entreprise française : retards dans les enregistrements des certificats vétérinaires, temps de transport supérieurs aux normes en vigueur. Le groupe a formellement démenti ces accusations.

Bulletin d'abonnement

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

ORGANISATION/SOCIETE	
NOM/PRENOM	
FONCTION	
ADRESSE	
ADRESSE	
CODE POSTAL/VILLE	
PAYS	

Adressez vos commandes
d'abonnement à :

CFIE, 52 bd Ornano –
75018 Paris